



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Maïrie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 25 février 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. GARAUDY, M. ROUX, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, M. LACOSTE à M. LIMINIANA

Etaient excusés:

M. RENAUD, Mme BERGEON

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LE TORRIELLEC est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 21

Conseillers votants : 23

Pour : 23

Contre : 0

Abstention : 0

19 – BUDGET M49 ASSAINISSEMENT - COMPTE DE GESTION 2013

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Sur la base du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2343 – 1 et L 2343 – 2, sur demande de Monsieur le Maire, Monsieur RIMARK informe l'assemblée municipale que l'exécution des dépenses et recettes relatives à l'exercice 2013 a été réalisée par le Receveur en poste à Blaye et que le compte de gestion établi par ce dernier (transmis avant le 1^{er} juin comme la loi lui en fait obligation) est conforme au compte administratif de la commune.

Considérant l'identité de valeur entre les écritures du compte administratif du Maire et du compte de gestion du Receveur, il vous est demandé d'adopter le compte de gestion Assainissement 2013.

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 25 février 2014 et a pris acte

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 07/03/14

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20140304-10265-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

